



Le travail à temps partiel

*Ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982,
Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié
Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986
Décret n° 94-874 du 7 octobre 1994
Décret n° 2003-1307 du 26 décembre 2003
pris pour l'application
de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003
relative à la réforme des retraites*

Titulaires

Définition

- Les agents titulaires ou non titulaires peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel pour une quotité de 50, 60, 70, 80 ou 90 % de leur quotité statutaire, à l'exclusion des comptables qui ne peuvent bénéficier des seules quotités de 80 et 90 % et des personnels de direction qui ne peuvent exercer leurs fonctions qu'à temps complet.

Conditions d'attribution

- Le temps partiel sur autorisation est accordé après avis du supérieur hiérarchique et sous réserve des nécessités de fonctionnement du service.
- Le temps partiel de droit pour raisons familiales est accordé à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant, ou pour donner des soins à son conjoint, enfant ou ascendant à charge.

Modalités d'organisation

- Le temps partiel sur autorisation peut être accordé pour une période de 6 mois à 12 mois renouvelable par tacite reconduction pour 3 périodes

pour les personnels ATOSS. Il est accordé obligatoirement pour l'année scolaire pour les enseignants.

- Le service à temps partiel peut être organisé selon les nécessités de service :
 - soit dans un cadre quotidien
 - soit dans un cadre hebdomadaire

Rémunération

- Le calcul se fait au prorata du service effectué.
- Lorsque la quotité de travail est aménagée entre 80 % et 90 %, la fraction de rémunération correspondante est calculée selon la formule suivante :

$$(\text{quotité de travail aménagée en \%} \times \frac{4}{7}) + 40$$
- Ce mode de calcul s'applique au traitement, à l'indemnité de résidence, à la NBI et aux primes et indemnités de toute nature.

Procédure

- Les modalités de dépôt des demandes de travail à temps partiel sont précisées chaque année par une circulaire adressée à tous les établissements.

Situation administrative

- La période de travail à temps partiel est comptée pour la totalité de sa durée pour la détermination des droits à l'avancement et pour la détermination des droits à pension et au prorata de sa durée pour la liquidation de la pension.
- Pendant cette période, le cumul de rémunération est interdit.
- Possibilité de surcotiser pour la retraite dans la limite de 4 trimestres.
- Dans le cas d'un temps partiel de droit pour élever un enfant né ou adopté à compter du 1er janvier 2004, la période est prise gratuitement (sans surcotisation) dans les droits à pension jusqu'aux 3 ans de l'enfant.



Contact au rectorat :
Votre service de gestion
Cf. fiche G1

« Ceux qui vous gèrent et vous rémunèrent »